Sauver l'Euro, le challenge franco-allemand de la dernière chance ?

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4075>

DOI : 10.4000/rea.4075

ISBN : 978-2-8218-0888-1

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2010

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Sauver l'Euro, le challenge franco-allemand de la dernière chance ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 96 | mai 2010, mis en ligne le 26 mai 2010, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4075> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.4075>

Sauver l'Euro, le challenge franco-allemand de la dernière chance ?

Après la cacophonie des débats politiques nationaux et européens des derniers mois sur la sortie de crise, l'alerte d'un naufrage grec imminent a brutalement remis les pendules à l'heure. A quelques semaines de distance, on mesure ce que les querelles de la majorité gouvernementale allemande sur les baisses d'impôt pouvaient avoir d'irréel et ce que les escarmouches doctrinales françaises sur la politique allemande de compétitivité de dérisoire. Sans parler du théâtre d'ombres qu'offre une gouvernance européenne qui depuis la ratification du Traité de Lisbonne s'est montrée plus insaisissable que jamais. A force d'atermoiements, l'adoption d'un plan de sauvetage de la Grèce s'est faite sous la pression des marchés, débouchant ainsi sur une crise majeure de crédibilité de l'Union économique et monétaire qui, si elle devait se confirmer dans les mois qui viennent, est de nature à mettre en jeu l'existence même de l'Euro et de l'Union européenne tout court.

Il est de bon ton, de ce côté-ci du Rhin, de souligner la responsabilité allemande dans le déclenchement de cette crise en évoquant la difficulté qu'a éprouvée Angela Merkel à gérer des exigences contradictoires dans le contexte de l'échéance politique délicate des élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie. Confrontée à une opinion publique fatiguée des dissensions fiscales de sa majorité et excédée à l'idée de devoir éponger sur ses propres deniers le laxisme grec, la chancelière aurait à la fois cherché à gagner du temps en mettant des conditions strictes à l'exercice de la solidarité financière avec la Grèce et à préserver sa crédibilité en renforçant le niveau des exigences allemandes quant au respect des règles de la monnaie unique. Par son attentisme, elle aurait ainsi retardé le soutien à la Grèce et nourri la spéculation, jusqu'à ce que la France soit appelée à la rescousse pour que soit décrétée une mobilisation générale autour d'un plan de sauvetage de la zone Euro. L'intransigeance allemande aurait quant à elle aggravé la crise en mettant en évidence l'ampleur des disciplines à consentir, par delà le plan de sauvetage, pour restaurer la confiance durable des marchés quant à la solidité de l'Euro.

Il n'en demeure pas moins que cette lecture française des événements fait une fois de plus l'impasse sur nos responsabilités propres. En particulier sur le fait que la France ne disposait d'aucune stratégie de rechange convaincante pour pouvoir constituer une force motrice capable de prendre le relais de l'Allemagne dans la gestion de cette crise majeure. Entre l'affirmation appuyée du principe de solidarité avec la Grèce et la position délicate dans laquelle elle se trouve de pouvoir elle-même satisfaire aux exigences du pacte de stabilité à l'horizon 2013, la France souffre d'un handicap considérable de crédibilité. Celui-ci est renforcé par une perte croissante de légitimité liée au faible empressement dont elle fait preuve pour

respecter les disciplines financières et à l'ingéniosité politique permanente qu'elle a su mobiliser par le passé pour les assouplir ou s'en affranchir. A cela vient encore s'ajouter l'incertitude conceptuelle et doctrinale que comporte l'exigence française permanente, partagée par l'ensemble de la classe politique, d'un gouvernement économique qui viendrait compléter et contrebalancer la gestion de la monnaie unique. En dépit de son insistance sur ce point, la France n'a pas encore réussi à rallier ses partenaires à cette idée qui relève du mirage théorique. Car on ne voit pas, en l'absence d'une souveraineté budgétaire et fiscale européenne effective, ce que ce projet recouvre, sinon l'intégration, dans la politique monétaire prioritairement centrée sur la régulation de la masse monétaire, d'objectifs extra-monétaires de stimulation de la demande, avec les dérapages inflationnistes que cela peut comporter.

Face aux incertitudes budgétaires et monétaires françaises, le capital de crédibilité de la politique économique allemande présente, à l'expérience, une tout autre consistance. Celle-ci se manifeste tout autant dans la volonté et la capacité politiques effectives à engager les assainissements financiers nécessaires à la préservation de l'équilibre et de la dynamique de l'économie, que dans la responsabilité dont font preuve les acteurs sociaux pour garantir les conditions de la productivité et de la compétitivité globales, en même temps qu'une répartition équitable des richesses entre la consommation et l'investissement. Quoi qu'on en dise, et en dépit des contraintes multiples auxquelles elle s'est trouvée confrontée, l'Allemagne a repris sa place comme modèle de référence en Europe et fait figure, par ses performances, de principal garant de la monnaie européenne.

En se ralliant résolument, comme elle vient de le faire, à la défense de l'Euro et en souscrivant aux côtés de l'Allemagne à l'engagement de promouvoir des règles strictes de surveillance budgétaire et des sanctions plus efficaces en cas de déficit excessif, en même temps qu'une convergence plus effective des politiques économiques, la France vient de franchir un pas important. Elle marque ainsi sa détermination à préserver l'acquis de la monnaie unique et par là même sa volonté d'accepter et de renforcer les disciplines qu'elle implique. En cela, la France réitère son adhésion à un projet européen majeur dont elle a été la principale initiatrice et délivre un message politique fort. Celui-ci n'aura cependant de valeur pour ses partenaires, et en premier lieu pour l'Allemagne, que s'il se traduit en actes. L'épreuve de vérité ne saurait tarder : elle commence dès cette semaine avec le débat qui s'engage sur l'incontournable réforme des retraites.

René Lasserre, le 15 mai 2010